

## LA CRISE DE L'EURO

# M. Monti veut « davantage d'intégration » dans l'UE

Pour le président du conseil italien, « l'éloge de la lenteur, qui a parfois inspiré l'Europe, n'a plus cours »

►►► Suite de la première page

### Les marchés sont-ils coupables ?

Ils ne sont pas l'expression de la perfection. Ils n'ont pas réagi pendant huit ou neuf ans après l'entrée en vigueur de l'euro. Cette attitude a permis aux gouvernements de rester eux aussi amorphes face à la montée des taux.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation de vigilance extrême, d'insomnie, de convulsions. Mais comme hier, quand les marchés empêchaient l'adoption de bonnes mesures parce qu'ils ne les jugeaient pas nécessaires, ces mêmes marchés découragent les bons choix en sanctionnant les efforts. Nombreux sont les pays qui ont toujours plus de difficultés à expliquer à leur opinion publique que les bonnes politiques doivent être poursuivies malgré l'absence temporaire de résultats.

Lorsque les autorités européennes reconnaissent qu'un Etat respecte ses engagements en faveur des finances publiques et des réformes structurelles, il serait peut-être opportun de trouver un instrument qui permette de discipliner les marchés du point de vue des taux d'intérêt.

### Quelle est votre position sur l'aide aux banques espagnoles ?

Je suis très favorable à cette mesure. La situation des systèmes bancaires dans de nombreux pays est inextricablement liée à la dette publique. Mais l'aide apportée par l'Europe aux banques, lesquelles détiennent de nombreux titres de dette souveraine, aggrave la position des Etats eux-mêmes, créant ainsi une spirale infernale. C'est comme si en visant un pigeon on en tuait deux d'un coup. Or ces pigeons, outre leurs liens d'affection, ont aussi des relations financières et comptables et il serait préférable qu'ils ne meurent pas ensemble et qu'un des deux reste en vie pour soutenir l'autre!

### Pourquoi répétez-vous si souvent que l'Italie n'aura besoin d'aucune aide ?

Certains peuples et pays d'Europe sont persuadés de payer pour les



Mario Monti au palais Chigié, à Rome, siège de la présidence du conseil, jeudi 21 juin. ANTONIO SCATTOLONI/A3/CONTRASTO/« LA STAMPA »

autres. L'Italie fait partie des nations qui se sont battues afin que des systèmes efficaces et suffisamment financés soient mis en place en cas de besoin. Cela a parfois été compris comme une demande implicite d'aide.

Mon prédécesseur et moi-même avons subi des pressions pour accepter un régime de mise sous tutelle. Prenons l'exemple du Fonds européen de stabilité financière. Nous contribuons pour 19,2% au financement du FESF, derrière l'Allemagne (29,1%) et la France (21,8), et largement devant l'Espagne (12,7%). Jusqu'à présent, nous n'avons demandé aucun prêt et nous en avons accordé beaucoup, et, chaque jour, nous aidons les autres en payant des taux d'intérêt élevés sur les marchés. A l'avenir, l'Italie n'aura besoin d'aucune

aide; s'il n'en était pas ainsi, cela signifierait que quelque chose ne fonctionne pas. Selon les dernières prévisions de la Commission, fin 2012, l'Italie aura un déficit public de 2% de son PIB, alors que l'UE sera à 3,6%, la zone euro à 3,2%, les Pays-Bas à 4,4%, la France à 4,5% et l'Allemagne à 0,9%. En 2013, nous serons un des premiers pays à avoir un excédent structurel de +0,6%. Il n'est pas normal qu'un pays qui fait d'énormes efforts paye des taux d'intérêt aussi élevés.

### Que diriez-vous à un hypothétique M. Müller, citoyen allemand, pour le convaincre de participer à un effort en faveur de la croissance ?

Je lui dirais: « Cher monsieur Müller, avant tout, détendez-vous. Vous êtes convaincu, ou on vous a convaincu, que vous maintenez par vos efforts le train de vie exces-

sif des Italiens. Ce n'est pas vrai. L'Italien n'a reçu aucun financement, et je n'irai pas jusqu'à vous demander de considérer que vous, les Allemands, profitez du fait que votre pays se finance à des taux aussi bas par un simple effet comparatif avec ses voisins. Même M<sup>me</sup> Merkel le dit depuis quelque temps, cher monsieur Müller: l'Allemagne tire de nombreux avantages de l'intégration européenne. Il est vrai qu'étant l'économie la plus importante, elle participe plus au budget de l'Union. Mais l'économie allemande – qui fonctionne si bien parce que vous êtes travailleurs, économes et pas si malgés – a obtenu de si bons résultats depuis cinquante ans, c'est également grâce à sa position centrale au sein d'un grand marché unique. Auparavant, vous étiez pénalisés par les dévaluations com-

pétitives des uns et des autres, aujourd'hui vous êtes au cœur d'une zone de stabilité monétaire. Enfin, monsieur Müller, j'ajouterais ceci: nous, les Italiens, avons également profité de vous en important, peu à peu, votre culture de la rigueur. » Je suis sûr qu'après deux bières nous nous comprendrons!

### L'élection de François Hollande change-t-elle quelque chose pour l'Europe ?

Je vois d'un bon œil l'arrivée de ce nouvel acteur. Je partage ses efforts en faveur d'une politique de croissance. Je suis satisfait de constater qu'il n'a pas l'intention de se passer d'un système de stabilité financière, contrairement à ce que pouvait faire croire sa campagne électorale. Enfin, je suis heureux de voir en lui, et j'espère ne pas me tromper, une France plus

disposée que par le passé à accepter plus d'intégration. Et si des difficultés de compréhension devaient apparaître entre lui et M<sup>me</sup> Merkel – mais je ne crois pas qu'il y en aura –, je suis prêt à faciliter l'harmonie entre la France et l'Allemagne. Ces deux moteurs ne suffisent pas, mais si l'un des deux s'enraye, alors l'Europe a de gros problèmes. Vous avez évoqué « dix jours pour sauver l'Europe ». En cas d'échec à Bruxelles, quel pourrait être le scénario ?

Il y aurait des attaques spéculatives toujours plus fortes sur tous les pays et un acharnement particulier non seulement sur ceux qui ne se

« A un hypothétique citoyen allemand, je dirais: « Cher monsieur Müller, avant tout, détendez-vous » »

sont pas encore conformés aux paramètres, mais également à l'encontre de ceux qui, comme l'Italie et malgré leurs efforts, conservent une dette importante héritée du passé. La majeure partie de l'Europe devrait continuer de supporter des taux d'intérêt très élevés qui pèseraient ensuite sur les entreprises. La frustration des citoyens à l'égard de l'Europe grandirait encore. Paradoxe: alors qu'il faut davantage d'intégration pour sortir de la crise, des gouvernements, des parlements et des opinions publiques rejettent cette solution indispensable. Le Conseil européen doit agir vite. D'un point de vue financier, économique et politique. L'éloge de la lenteur qui a parfois inspiré l'Europe n'a plus cours. ■

### PROPOS RECUEILLIS PAR

ANDREA BACHSTEIN (« SÜDDEUTSCHE ZEITUNG »),  
TOMASZ BIELICKI (« GAZETA WYBORCZA »),  
JOHN HOOPER (« THE GUARDIAN »),  
FABIO MARTINI (« LA STAMPA »),  
PABLO ORDAZ (« EL PAIS »)  
ET PHILIPPE RIDET (« LE MONDE »)

## « La voix de l'Italie est de nouveau écoutée »

### Qu'attendez-vous du sommet à quatre de ce vendredi à Rome ?

Il était une fois, comme on dit dans les fables, la France et l'Allemagne... Cela continuera encore longtemps comme ça. L'accord entre ces deux pays est une condition nécessaire aux progrès de l'Europe, mais ce n'est plus une condition suffisante. La France et l'Allemagne sont les premières à s'en rendre compte. Les accords de Deauville, l'année dernière, ont eu du mal à être acceptés par tous.

L'Italie, presque aussi importante en raison de ses performances, aurait dû – depuis longtemps – être considérée presque à l'égal de l'Allemagne et de la France. Je dis « presque » parce que l'harmonie de ce couple représente un intérêt vital pour l'Europe entière. L'histoire nous l'a enseigné. Mais l'ex-président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel ont proposé une ouverture à l'actuel gouvernement italien. Depuis plusieurs mois, l'idée d'une rencontre à trois, à Rome, était dans l'air. Et, vu l'intérêt du gouvernement espagnol pour ce mini-sommet, nous avons accueilli favorablement sa demande. D'autres Etats étaient demandeurs, mais j'ai tenu à en rester là pour ne pas faire de cette rencontre un ersatz de Conseil européen: la participation de l'Italie à ce cercle informel est importante. Mais elle reste un moyen de renforcer l'approche communautaire et non pas de l'affaiblir.

### Comment envisagez-vous désormais le rôle de l'Italie ?

Il consiste à construire un pont entre ceux qui font partie de la zone euro et ceux qui s'apprennent à y entrer. C'est pourquoi nous soutenons la volonté du gouvernement polonais d'avoir, dans le cadre du pacte budgétaire, une présence correspondant à sa position à presque tous les sommets européens. Nous avons également beaucoup d'initiatives communes avec la Grande-Bretagne. Notre conviction est que la croissance européenne peut tirer amplement profit d'un marché unique vraiment intégré.

### Il y a huit mois, Silvio Berlusconi avait été « convoqué » par M<sup>me</sup> Merkel et M. Sarkozy, lors du G20 de Cannes, et mis en demeure de donner des garanties. Qu'est-ce qui a changé depuis ?

On m'a dit que ces deux journées avaient été extrêmement pénibles pour la Grèce et l'Italie. En sept mois, notre situation s'est améliorée. A titre d'exemple, il y a quelque jour un rapport de l'université de Toronto, qui évalue l'importance et le suivi des engagements pris par plusieurs pays à Cannes, place l'Italie en deuxième position au sein de l'Union. Naturellement, nous avons encore énormément de chemin à parcourir, mais il est encourageant de constater que l'avis de l'Italie est à présent recherché et sa voix de nouveau écoutée. ■



BALENCIAGA

## LA CRISE DE L'EURO

## Les pays du Sud veulent obtenir de Berlin une plus grande flexibilité

L'austérité imposée aux pays en difficulté met à mal la cohésion de la zone euro. La directrice générale du FMI encourage la création d'une union budgétaire et bancaire au sein de l'UE

Luxembourg  
Envoyé spécial

L'opération sauvetage du « club Med » connaît des ratés : le sort de la Grèce, de Chypre, mais aussi, et surtout, de l'Espagne et de l'Italie devait s'inverser dans les discussions entre Angela Merkel, François Hollande, Mariano Rajoy et Mario Monti, à Rome, vendredi 22 juin. Pour les quatre principaux dirigeants de l'euro, l'aggravation de la crise dans le sud de l'Union monétaire vient compliquer les préparatifs, déjà très tendus, du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Le sauvetage est ardu, tant l'incendie menace et mine la cohésion de la zone euro : alors que le nord de l'Union monétaire exige austérité et réformes pour justifier des plans d'aide de plus en plus impopulaires, le Sud appelle à l'aide, mais renâcle avant de passer sous les fourches Caudines du Fonds monétaire international (FMI) et des pays les plus prospères de l'euro.

L'affrontement n'a pas tardé à émerger au sujet de la Grèce, en marge d'une réunion des ministres des finances de l'euro, dans la

nuite de jeudi à vendredi. Si la défaite de l'extrême gauche anti-austérité a soulagé les dirigeants européens, le nouveau gouvernement d'Antonis Samaras présenté jeudi exige de renégocier le programme d'assainissement signé avec ses bailleurs de fonds. Il réclame deux ans supplémentaires et une rallonge de près de 20 milliards d'euros pour tenir les objectifs fixés avec le FMI et la zone euro.

« Les marges de manœuvre sont limitées », a mis en garde Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, comme en écho aux réserves du gouvernement allemand. La ministre finlandaise des finances, Jutta Urpilainen, a été plus sèche : son pays n'est « pas prêt à donner plus de temps à la Grèce ». En réalité, le front européen est lézardé : la France, la Belgique et leurs alliés du Sud entendent faire preuve de flexibilité. Pierre Moscovici a même invité ses partenaires, pour son premier rendez-vous européen, à être « attentifs à ce que ressentent les Grecs » afin d'entretenir « l'espoir de la croissance ».

Le pas de deux de l'Espagne au sujet du sauvetage de ses banques agace davantage encore ses voi-

sins du Nord. Contre toute attente, le gouvernement de Mariano Rajoy n'a pas demandé officiellement d'aide, jeudi, en dépit de la publication du double audit attendu pour étayer sa requête. Ses partenaires lui ont donné jusqu'à lundi pour se décider formellement.

Mais Madrid, qui a tout fait pour éviter une mise sous tutelle complète, négocie pied à pied avec Bruxelles les modalités du futur programme, tels que les taux d'intérêt, la durée et les contreparties du plan, et ne semble pas pressé.

« Sans crédit, il est impossible que l'économie se redresse »

Mariano Rajoy  
président

Dans l'idéal, les Espagnols souhaiteraient même attendre la mise en place, en principe en juillet, du Mécanisme européen de stabilité (MES), dont le fonctionnement pourrait leur être plus favorable.

En Espagne, l'idée que les bailleurs de fonds pourraient imposer une réforme du secteur bancaire, affectant non seulement les banques à problèmes mais aussi les établissements sains, comme ils l'ont fait pour le Portugal, inquiète les principales entreprises qui souhaitent se démarquer de la mauvaise image donnée au secteur par les caisses d'épargne, comme Bankia. L'Europe pourrait aussi demander une réduction de la proportion de crédits en fonction des dépôts. Dans ce cas, c'est le principal objectif du plan de sauvetage qui tomberait à l'eau, selon Mariano Rajoy : « Si l'on n'a pas de crédit, il est impossible que l'économie se redresse », prévient-il.

L'Italie, qui tremble derrière l'Espagne, n'est pas en reste. A titre préventif, Mario Monti, le président du Conseil, plaide pour laisser les fonds de secours racheter de la dette de son pays. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme son successeur, le MES, sont d'ores et déjà habilités à agir en ce sens. Mais dans des conditions qui divisent les pays de la zone euro.

« C'est une possibilité », a reconnu jeudi Wolfgang Schäuble, ministre des finances allemand, tout en précisant qu'un tel soutien nécessiterait « un programme d'assainissement », comme en Irlande, au Portugal et en Grèce. Pour Berlin, une telle aide ne peut venir qu'en « dernier ressort ». Aux yeux de M. Monti, au contraire, ce soutien doit pouvoir récompenser un pays comme l'Italie, qui a lancé de multiples réformes, sans parvenir pour autant à apaiser les marchés.

Face à l'urgence, Christine Lagarde est venue jeudi au Luxembourg apporter de l'eau au moulin des pays du Sud. Pour la directrice générale du FMI, l'union monétaire doit lever les doutes sur sa « viabilité » en créant une véritable union bancaire et une union budgétaire renforcée. Selon elle, cela passe par un partage des risques, peu populaire à Berlin, qu'il s'agisse de fonds de secours des banques mutualisés ou des euro-obligations réclamées par les pays en difficulté. Elle demande aussi à la Banque centrale européenne de reprendre, contre l'avis de la Bundesbank, ses achats d'obligations d'Etats dans le collimateur des marchés. Elle suggère enfin de permettre aux fonds de secours de recapitaliser directement les banques en difficulté. Une demande de l'Espagne, de l'Italie et de la France repoussée avec force, jusqu'ici, par la chancelière, Angela Merkel. ■

PHILIPPE RICARD  
AVEC SANDRINE MOREL (À MADRID)

## Angela Merkel est freinée par la Cour de Karlsruhe

La Cour constitutionnelle veut examiner des requêtes contre les derniers accords européens

Berlin  
Correspondant

Le répit n'aura été que de courte durée. A peine Angela Merkel pouvait-elle se féliciter jeudi 21 juin, en fin de matinée, d'être parvenue à un compromis avec l'opposition pour que le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le pacte budgétaire soient adoptés par le Parlement le 29 juin que la Cour constitutionnelle faisait savoir qu'elle allait demander au président de la République de ne pas parapher immédiatement la loi. Celle-ci ne pourra donc pas entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet.

A l'origine de ce retard, l'annonce par Die Linke, le parti de la gauche radicale, que, sitôt la loi votée, il saisirait la Cour de Karlsruhe en urgence sur le pacte budgétaire. Herta Däubler-Gmelin (SPD), ministre de la justice de 1998 à 2002, a fait de même. Pour les plaignants, ce pacte ne respecte pas le droit fondamental du Parlement sur les questions budgétaires. De plus, il est sans limite dans le temps. « Eternel », même si la zone euro disparaît, ont fait valoir des juristes. Les juges ont pris les devants et le président Joachim Gauck a fait savoir qu'il suivrait leurs demandes.

## La Cour amenée à trancher

Ironie du sort : à Bruxelles, le 17 avril, Joachim Gauck s'était avancé en déclarant au sujet du Mécanisme européen, qu'il ne voyait pas « les dispositions du gouvernement contraires par la Cour constitutionnelle ». Certes, celle-ci ne bloque pas son adoption, elle devrait mettre quelques semaines pour étudier la plainte de Die Linke, retardant d'autant la mise en route du

MES. Et tout indique que d'autres plaintes suivront et que la Cour sera amenée à trancher sur le fond.

En liant le Mécanisme européen de stabilité et le pacte budgétaire et en faisant voter sur l'ensemble deux jours avant la mise en œuvre espérée du MES, Angela Merkel prenait un risque. Mais elle n'a pas tout perdu. Elle dispose des voix suffisantes pour la majorité qualifiée exigée au Parlement. La coalition au pouvoir, le SPD et les Verts sont parvenus à un accord pour « compléter » le pacte par des dispositions favorables à la croissance. Le SPD parle de « grand succès », mais l'accord va moins loin que ce qu'espérait François Hollande.

Le gouvernement a cédé sur un point : il n'exige plus que les vingt-sept pays de l'Union européenne approuvent la taxe sur les transactions financières telle que définie par Bruxelles pour que celle-ci entre en œuvre. Si au moins neuf Etats y consentent, l'Allemagne l'appliquera, si possible avant la fin de l'année 2012. Par ailleurs, l'enveloppe européenne de 230 millions d'euros destinée à financer des obligations de projet (project bonds) devrait être portée à un milliard d'euros.

En revanche, l'idée d'un fonds d'amortissement de la dette au niveau européen, préconisé par l'opposition, n'est même pas mentionnée dans l'accord. Enfin, le capital de la Banque européenne d'investissement va être augmenté de 10 milliards d'euros. Autant de bases pour un éventuel accord lors du conseil européen des 28 et 29 juin, mais qui paraissent insuffisantes pour véritablement relancer la croissance en Europe. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

## Moody's donne un tour de vis au secteur bancaire

L'agence de notation américaine Moody's a abaissé, jeudi 21 juin, les notes de quinze grandes banques, dont Bank of America, Citigroup et Morgan Stanley aux Etats-Unis, Credit Suisse et UBS en Suisse, et BNP Paribas, Crédit agricole SA et Société générale en France. Il s'agit d'un tour de vis général donné au secteur, alors que la crise de l'euro et les tensions économiques mondiales risquent d'entraîner « des pertes importantes », selon Moody's. Les plus durement sanc-

tionnées sont Bank of America et Citigroup, rétrogradés à Baa2, à deux crans de la catégorie « spéculative » (à risques). Citi conteste une décision « arbitraire et injustifiée ». BNP Paribas, la Générale et le Crédit agricole sont désormais notés tous trois A2. Moody's devint ainsi la plus sévère des trois grandes agences de notation envers les banques françaises : BNP Paribas est notée deux crans au-dessus par Standard and Poor's (AA-) et un cran par Fitch (A+).

## Pour résorber sa dette, Chypre se tourne vers la Russie, au grand dam des Européens

Le pays doit trouver 4,3 milliards d'euros d'ici au 30 juin, afin de recapitaliser sa deuxième banque et d'honorer ses échéances de remboursement

Nicosie  
Envoyé spécial

Chypre va-t-il rejoindre la liste des Etats sous assistance financière de l'Union européenne ? Alors que sa situation financière en fait un candidat naturel au Fonds européen de stabilité financière (FESF), le gouvernement de l'île a confirmé, jeudi 21 juin, mener des négociations parallèles pour trouver une autre source de financement. « Nous sommes en contact avec nos partenaires européens, et travaillons simultanément sur l'obtention d'un prêt bilatéral auprès d'un autre pays », a indiqué son porte-parole dans un communiqué.

Les délais sont serrés : l'île doit trouver 1,8 milliard d'euros pour recapitaliser la Banque populaire, le deuxième établissement du pays, particulièrement touché par la restructuration de la dette grecque, avant le 30 juin. L'Etat chypriote a aussi besoin de 2,4 mil-

liards pour honorer ses échéances de remboursement en 2013.

« Les décisions seront prises dans le dialogue et la coopération avec l'Union européenne », ajoute le texte. Ces précautions ne sont pas de trop, tant la stratégie adoptée par Nicosie fait grincer des dents à Bruxelles. Alors que l'Union serait

L'UE est pourtant prête à débloquent un prêt de 10 milliards d'euros, soit plus de la moitié du PIB chypriote

prête à débloquent un matelas confortable de 10 milliards d'euros et que le pays prendra le 1<sup>er</sup> juillet la présidence tournante de l'UE, les tentatives chypriotes d'échapper à un plan européen irritent.

« Ce double jeu pose un sérieux problème d'affichage », regrette

un diplomate européen qui va jusqu'à questionner la « loyauté » de Chypre. Car c'est bien la deuxième option qui a les préférences du gouvernement, celle impliquant un Etat tiers, en l'occurrence la Russie. Un éventuel recours au FESF fait figure de pis-aller en cas d'échec des discussions avec Moscou.

Malgré le précédent espagnol - Madrid a obtenu des fonds pour la recapitalisation de ses banques sans réelles contreparties -, Chypre craint de recevoir, en même temps que l'argent, la visite des experts de la « troïka ». « Nous sommes moins armés que l'Espagne pour résister aux exigences européennes », reconnaît Andreas Mavroyiannis, vice-ministre aux affaires européennes, inquiet pour le taux d'imposition sur les sociétés de 10 %, sans lequel l'économie de l'île, largement dépendante des services financiers, serait mise à mal.

Mais plus encore qu'une remise en cause de ce taux, le plus bas d'Europe, Chypre craint des mesures d'austérité. « Nous en avons déjà adopté et nous sommes prêts à continuer », se défend Giorgios Sklavos, haut fonctionnaire au ministère des finances. Depuis un an, l'île a découvert la rigueur : gel des embauches, création de cotisations retraite pour les fonctionnaires, baisse de dépenses sociales, hausse de la TVA de 15 % à 17 %.

Insuffisant, assurent l'opposition et nombre d'observateurs : la fonction publique reste hypertrophiée. Les salaires y sont en moyenne deux fois plus élevés que dans le privé et les privilèges nombreux. A huit mois de l'élec-



A Limassol, deuxième ville de l'île, une épicerie pour Russes. ED OUA / THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA

tion présidentielle, le gouvernement, dominé par les communistes (AKEL), semble vouloir éviter de froisser ses premiers électeurs et des syndicats puissants.

Qu'aurait à gagner la Russie ? Fin 2011, Moscou avait déjà accordé un prêt de 2,5 milliards d'euros à Nicosie, à un taux d'intérêt de 4,5 %, bien inférieur à ceux pratiqués sur les marchés. Les relations personnelles du président communiste, Dimitris Christofias, formé en URSS, jouent. Mais Moscou a surtout intérêt à un climat financier apaisé sur place : Chypre est le

premier investisseur mondial en Russie du fait des fonds russes placés sur l'île pour bénéficier des accords fiscaux entre les deux pays puis rapatriés en Russie.

« Nous sommes en train de devenir un protectorat russe », s'indigne une source au sein de l'opposition, qui rappelle qu'un prêt de 10 milliards représenterait plus de la moitié du PIB chypriote. Nicos Anastasiades, président du DISY (opposition, droite) et candidat à la présidentielle de février, dénonce quant à lui « l'opacité » dans laquelle sont menées les dis-

cussions ainsi que les errements du pouvoir, qui a longtemps nié avoir besoin d'un quelconque soutien.

Les réserves de gaz découvertes en 2011 au large de l'île pourraient aussi jouer un rôle. Nicosie dément tout lien entre les deux sujets. Mais un officiel concède qu'il faudra « rééquilibrer les contrats » après l'attribution d'un premier lot à la compagnie américaine Noble Energy, alors que des entreprises russes se sont portées candidates. ■

BENOÎT VITKINE

## Hilditch &amp; Key

SHIRT MAKERS

GRANDE VENTE SPÉCIALE D'ÉTÉ

À partir du samedi 23 juin

Chemises 135€ 85€

Cravates 85€ 55€

Cashmere 495€ 395€

ouverture exceptionnelle dimanche 24 juin

252, rue de Rivoli (Place de la Concorde) - Tél. 01.42.60.36.09

# Paris-Berlin : le dialogue de sourds ?

**A** quelques jours du conseil européen des 28 et 29 juin, les débats franco-allemands tournent au dialogue de sourds. Les Français veulent renforcer l'union économique, les Allemands veulent un accord préalable sur l'union politique. Personne ne semble comprendre ce que l'autre veut dire. Les Allemands entendent les propositions françaises comme une nouvelle édition du slogan « *L'Allemagne paiera* », qui avait rythmé la vie politique française après la première guerre mondiale. Les Français interprètent l'intégration politique à l'allemande comme un droit de regard et d'ingérence sur leur système de protection sociale.

Cette difficulté à se comprendre est en fait le symptôme du problème à résoudre. L'euro est hors sol, la monnaie d'une union mal identifiée. Elle souffre, selon le raisonnement constamment rappelé par les économistes américains, de ne pas être adossé à un Etat fédéral. Aux Etats-Unis, un Etat frappé par une récession paie mécaniquement moins d'impôts à l'Etat central, sans que cela ait d'influence sur les dépenses fédérales dont il bénéficie. Ce mécanisme crée un coussin automatique important, permettant de compenser entre 30% à 40% du coût de la récession.

A l'inverse, la crise actuelle paralyse les Etats européens, qui ne peuvent avoir recours à un niveau supérieur de responsabilité pour en amortir le poids. Et comme, par ailleurs, un chômeur grec ou espagnol ne peut pas aller en Bavière pour trouver un emploi, les frontières nationales deviennent de facto des prisons pour les pays en difficulté.

La crise bancaire est un exemple essentiel des problèmes posés. Lorsque l'Etat californien est en crise, les déposants de la banque nationale Wells Fargo ne sont pas menacés, car ils sont protégés par des garanties fédérales insécables. Beaucoup réclament aujourd'hui une union bancaire européenne, faisant remonter au niveau fédéral la double tâche de superviser et de recapitaliser les banques en difficulté.

Mais le bât blesse deux fois. D'abord, on n'achète pas une police d'assurance après que

## Analyse

DANIEL COHEN  
*Editorialiste associé*

l'incendie a eu lieu, lorsque le voile de l'ignorance a été levé sur les bénéficiaires du dispositif. Vue d'Allemagne, la proposition d'une union bancaire revient à demander aux contribuables allemands de recapitaliser les banques espagnoles. Ensuite – c'est l'obstacle le plus important –, on ne sait pas ce qu'est le « niveau fédéral » au niveau de la zone euro. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe interdit de déposséder le Bundestag de son pouvoir budgétaire en faveur d'institutions non « démocratiques ». Quel est le sens précis de la notion ?

**Les Français veulent renforcer l'union économique, les Allemands veulent un accord préalable sur l'union politique. Personne ne semble comprendre ce que l'autre veut dire**

Si l'on se réfère aux récentes décisions de cette Cour constitutionnelle, est considérée comme démocratique une instance élue selon le principe qu'une voix a un poids égal à une autre. Le Parlement européen, selon cette définition, ne l'est pas, car les élus le sont selon des circonscriptions nationales qui ne respectent pas l'équivalence entre démographie et représentation. De plus, le Parlement européen n'est pas consacré à la zone euro, mais à l'Europe des 27. Bref, il n'existe pas une instance de contrôle démocratique qui pourrait encadrer le pouvoir accordé à un organisme chargé, par exemple, de recapitaliser une banque en difficulté.

L'immensité de la tâche semble décourageante. Aucun de ces problèmes n'est pour-

tant insurmontable. Pour rester dans l'exemple de l'union bancaire, on peut tout d'abord s'entendre sur le fait qu'elle verra le jour une fois que les banques nationales auront été convenablement recapitalisées. Cela règle le premier problème, celui du voile de l'ignorance : on fait le ménage d'abord, puis on passe au niveau fédéral, pour redonner de la cohérence systémique au projet européen. Concernant le contrôle démocratique, il faut disposer d'une instance propre à la zone euro. Les Allemands réfléchissent à une nouvelle Chambre, constituée de parlementaires nationaux.

Il est également possible d'imaginer d'autres formules. Les eurodéputés de la zone euro pourraient ainsi être élus au scrutin de listes transnationales, tandis que les autres pays choisiraient leurs représentants selon les circonscriptions nationales habituelles. Un parlement de la zone euro pourrait alors se réunir autant que nécessaire, pour désigner les commissions consacrées aux sujets concernant la zone et voter sur ceux-ci. Le processus sera long et complexe. Il ne suffira pas de trouver un accord avec l'Allemagne sur un nouveau cadre institutionnel, il faudra aussi trouver un compromis sur les principes constitutionnels fondateurs qui orienteront les politiques communes.

A-t-on le luxe de s'engager dans cette nouvelle démarche, à l'heure où la crise exige de prendre des décisions rapides ? Elle ne se substituera évidemment pas aux décisions de court terme qui devront être prises, concernant la dette et la conduite de la politique budgétaire. Mais l'annonce qu'une démarche ambitieuse a été engagée, avec un calendrier précis, aurait un effet considérable. Car le paradoxe des marchés financiers est qu'ils peuvent partir en vrille lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes, mais qu'ils sont aussi parfaitement capables d'anticiper sur un calendrier lointain, pourvu qu'il soit crédible. Il est encore possible de sortir de la crise par le haut, si l'on montre qu'on en a compris la cause. ■